

La sécurité de l'emploi et de la formation pour un travail de qualité

Retour sur un sondage

par Alain Morin

Même si chaque sondage, par nature a ses limites, celui du CSA pour *l'Humanité* (paru le jeudi 22 février et dans *l'Humanité hebdo* des 24 et 25 février), sur l'attitude et l'opinion des français à l'égard du travail et du chômage est instructif et révélateur.

La priorité à l'emploi et à sa sécurité

Il confirme que la plus grande souffrance sociale imposée aux individus est d'abord la privation d'emploi (1).

Avoir un emploi ou en être privé s'avère donc être le critère discriminatoire entre ceux qui se sentent exclus du progrès et les autres. C'est le grand défi de notre temps.

Cette préoccupation sur l'emploi traverse toutes les réponses du sondage CSA.

- Cela concerne l'exigence d'une stabilité et d'une sécurité de l'emploi : les risques d'intervalles de chômage et de régression à l'occasion de tels changements d'emploi sont si élevés que, même dans une situation de plein emploi, l'aspiration grandissante à la mobilité (2) est contrariée. En réalité, ces craintes révèlent un scepticisme sur la notion même de plein emploi dont leurs promoteurs, eux-mêmes, disent qu'il ne permettra pas d'abaisser le taux de chômage en deçà de 5%, voire plus, et sur son incapacité à répondre aux besoins de formation débouchant sur un meilleur emploi alors que la mise en place des nouvelles technologies se généralise (3). D'où l'exigence de propositions dépassant cette visée datant des années d'après guerre.

- Cela concerne l'aspiration au retour à l'emploi des chômeurs. Ils sont prêts, pour cela à s'investir personnellement, y compris en recourant à la formation (4). Certains accepteraient même des rémunérations moindres (5), ce qui est aussi très significatif de leur exaspération et du caractère insupportable de leur situation. Cependant, ils considèrent lucidement que c'est d'abord l'insuffisance d'offre d'emploi dans leur secteur d'activité qui est responsable de leur situation (6), ce qui renvoie à la responsabilisation sociale des entreprises sur l'emploi contre la culpabilisation des chômeurs.

- Cela concerne l'appréciation de la politique menée dans ce domaine. Une insatisfaction persistante des français à propos de la lutte contre le chômage (7). Cela révèle leurs doutes sur une réduction très massive et persistante du chômage dans les 10 ans à venir face aux promesses de plein emploi de Lionel Jospin et à la non radicalité des objectifs sociaux et des moyens qui l'accompagnent.

La montée des exigences de formation de tous

Le besoin de formation est devenu massif. Son utilité a été davantage effective pour les salariés du public et du privé que pour les chômeurs (8). Des ouvriers aux cadres ils considèrent qu'elle a été utile à leur carrière professionnelle, mais l'effort est un peu moins bien récompensé dans le secteur privé que dans le public (9). Parmi les chômeurs, si nombre d'entre eux estiment que leur niveau de formation est responsable de leur situation, c'est d'abord à l'absence

massive de propositions de formation qu'ils se heurtent.

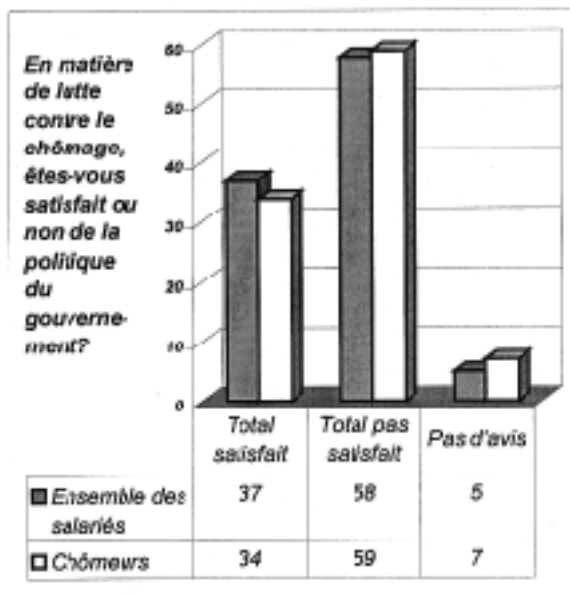
L'aspiration à un travail qualifié et bien rémunéré

Dès lors qu'elles sont sans emploi, les personnes interrogées manifestent beaucoup d'intérêt pour leur travail, certes avec beaucoup de différenciations suggestives. Par contre leur inquiétude est forte sur les salaires et à propos du stress.

La quasi-totalité (10) des sondés estime que leur travail est utile. Une grande majorité d'entre eux affirme qu'il est épanouissant, qu'il leur permet d'exercer leur responsabilité et leur créativité, notamment dans le secteur public. Mais avec des inégalités importantes (11), notamment au détriment de ceux qui sont le plus exclus de la formation et de l'accès aux nouvelles technologies, ce qui concerne d'abord les femmes, les employés et les ouvriers.

Mais si les salariés semblent motivés et plus conscients de leur contribution à la société, épanouis dans leur travail, par contre, la charge excessive de travail, notamment chez les cadres, le stress particulièrement élevé chez les femmes et les salariés âgés, et l'insuffisance des salaires pour toutes les catégories de salariés contrarient fortement les aspirations nourries par les possibilités d'une qualité nouvelle de vie, dans et hors le travail, ouvertes par la formation et l'accès aux nouvelles technologies.

Le sondage révèle que la mise en place des 35 heures, qui pourrait favoriser ce besoin de qualité de vie et de travail, semble encore trop souvent contrarié par la non-crédation d'emploi



et par les baisses ou les gels de salaires.

Développer et faire connaître les propositions pour un nouveau projet communiste

Les attentes exprimées n'appellent pas des réponses alternatives d'une tout autre radicalité, une nouvelle sécurité contre le risque chômage qui permette d'assurer à chacune et à chacun un emploi ou une formation débouchant sur un meilleur emploi et avec un revenu correct garanti. D'ailleurs, tandis que la demande de formation est forte, la protestation contre l'insuffisance de l'allocation chômage et le RMI est majoritaire. Si la proposition de sécurité d'emploi ou de formation qui a été avancée par les communistes n'est pas suffisamment connue des français (12), le sondage de la CSA est un encouragement à la populariser davantage et à la faire vivre au plus près des aspirations des salariés qui appellent à une telle radicalité.

Cette sécurisation de l'emploi, ces exigences de formation ont d'ailleurs commencé à imprégner de nombreuses luttes comme à l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris où elles ont permis d'aboutir à un accord exemplaire au printemps 2000 permettant la conversion de centaines d'emplois précaires en emplois stables avec de la formation.

L'éradication du chômage appelle aussi des propositions hardies contre les licenciements. Les propositions communistes dans ce sens, le son-

dage CSA le prouve, commencent à faire leur chemin. Ainsi les propositions communistes de moratoire sur les suppressions d'emplois et de contrôle de l'utilisation des fonds publics accordés aux entreprises atteignent une certaine notoriété. La popularité de cette dernière mesure dépasse sans doute son attribution à une proposition communiste du fait que déjà dans plusieurs régions des dispositifs de contrôle existent et fonctionnent (13). En décembre dernier la proposition de loi développant cette mesure reprenant cette proposition a été votée à l'Assemblée nationale.

C'est l'occasion d'organiser à partir de ces avancées des interventions sur tous les financements et aussi des propositions d'emploi et de formation sur le terrain à partir de l'idée que chacun doit y avoir droit. ■

1. 51% des chômeurs ressentent une dégradation de leur situation professionnelle alors que 57% des salariés en emploi éprouvent, eux, une amélioration.

2. Ainsi 67% des salariés disent préférer dans une situation dite de "plein emploi" avoir un emploi stable tout au long de leur carrière professionnelle plutôt que de changer plusieurs fois de métiers ou de secteur d'activité pendant leurs vie active qui a la faveur de seulement 28% des sondés (34% des salariés et 25% des chômeurs)

3. 64% des sondés utilisent les nouvelles technologies, 68% dans le public, 61% dans le privé.

4. 48% des chômeurs considèrent que la formation est nécessaire à ce retour, 21% en ont déjà suivi une dans la dernière période et 21% souhaitent pouvoir le faire.

5. 62% des chômeurs accepteraient de réduire leurs exigences, y compris salariales, pour retrouver un emploi.

6. 43% des chômeurs attribuent leur situation à l'insuffisance d'offres d'emploi dans leur secteur.

7. Près de 60% des sondés sont insatisfaits de la politique conduite et 75% sont sceptique sur les promesses du Premier ministre du « plein emploi » dans 10 ans.

8. Trois salariés sur quatre du secteur public estiment que leur formation professionnelle a été utile pour leur carrière. 34% de salariés du privé est en attente de formation. Parmi les ouvriers, ils sont autant qui souhaitent suivre une formation (33%) que ceux qui en ont suivi une ou plusieurs ces deux dernières années. 47% des chômeurs ne se sont jamais vus proposer de formation. 27% des chômeurs souhaitent suivre une formation, autant que ceux qui estiment que leur niveau de formation n'est pas suffisant.

9. 74% de salariés du public et 61% du privé pensent que les formations suivies ont été utiles pour leur carrière.

10. 93% des actifs estiment que leur travail est utile.

11. Si pour les hommes et les cadres, la possibilité de créativité correspond respectivement à la situation de 64% et de 75%, l'exercice des responsabilités au travail à 84% et 90%, ces derniers utilisent respectivement les nouvelles technologies à 72% et 89% et ont suivi ces 2 dernières années une formation à 32% et 48%. Par contre pour les femmes et les employés, les possibilités de créativité sont réduites à 54% et 46%, celles de l'exercice des responsabilités à 77% et 71%, l'accès aux nouvelles technologies à 53% et à 52%, à la formation à 20% et 40%.

12. La loi Hue qui vise à contrôler les fonds publics est connue de 25% des français, celle de moratoire sur les licenciements de 19%, celle de crédit sélectif pour l'emploi de 14%, celle de Sécurité d'emploi et de formation de 13%. Dans certains milieux syndicalistes leur notoriété peut atteindre 35%.

13. Des commissions de contrôle fonctionnent dans certains conseils régionaux (centre, Champagne Ardenne...). Certaines entreprises y ont été contraintes de rembourser leurs aides faute d'avoir tenu leurs engagements sur l'emploi.